

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 25 octobre 2002

## NOTES D'INFORMATION

**F**

Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/2002/INF/8**  
15 octobre 2002  
ORIGINAL: ANGLAIS

## RAPPORT SUR LA VISITE EFFECTUÉE EN HAÏTI PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## VISITE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

1. Les membres suivants du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial se sont rendus en Haïti du 17 au 23 juin 2002:
  - S.E. M. Georges Ruphin, Ambassadeur, Représentation permanente de Madagascar et Président en exercice du Conseil d'administration;
  - S.E. M. Mohammad Saeid Noori-Naeini, Ambassadeur, Représentation permanente de la République islamique d'Iran et ancien Président du Conseil d'administration du PAM;
  - M. Ahmed Hachemi, Conseiller, République d'Algérie;
  - M. Mohammad Mejbahuddin, Conseiller, République du Bangladesh;
  - M. Victor Hugo Morales Melendez, Conseiller, Mexique;
  - M. Rolf Gerber, Ministre, Suisse;
  - M. Ioan Pavel, Conseiller, Roumanie;
  - M. Timothy Lavelle, Attaché aux affaires humanitaires, Mission des États-Unis, Rome.
2. M. Thomas Yanga, Secrétaire du Conseil d'administration et Mme Rosa Inés Antolín, Directrice régionale adjointe, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, représentaient le Secrétariat du PAM. L'Ambassadeur Ruphin avait été désigné chef d'équipe par le groupe.
3. L'équipe a visité des zones économiquement défavorisées à Port-au-Prince et dans les provinces du Nord et du Nord-Est d'Haïti; elle a constaté que la stagnation économique engendre une crise humanitaire de plus en plus grave, qui risque de provoquer une nouvelle émigration de la main-d'œuvre. L'équipe a été en mesure de confirmer, sur la base des conclusions de la Banque mondiale et du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) que les indicateurs sociaux et économiques de Haïti sont comparables à ceux des pays les plus pauvres du monde.
4. Environ les deux tiers de la population vivent dans la pauvreté, la moitié des adultes sont analphabètes, et les services de santé sont considérés comme insuffisants pour faire face à la mortalité maternelle et infantile et aux problèmes majeurs de santé publique, au nombre desquels la tuberculose, le VIH/SIDA et, très récemment, une épidémie de poliomyélite.
5. Le produit national brut réel par habitant a diminué de 2 pour cent par an pendant les années 80 et de 2,5 pour cent par an pendant les années 90. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que l'économie a encore régressé d'environ 2 pour cent en 2001. Mais les indicateurs nationaux ne reflètent pas la situation qui prévaut dans les zones rurales, où vivent aujourd'hui les deux tiers de la population, dont 80 pour cent sont pauvres. Les programmes sociaux visant à réduire la pauvreté en améliorant l'enseignement de base, les services de santé et l'infrastructure, qui sont financés par des donateurs et souvent directement mis en œuvre par des organisations non gouvernementales (ONG), ont perdu de leur importance ces dernières années. Bref, l'équipe a observé, tout au long de sa visite, de nombreux exemples caractéristiques d'une grave crise humanitaire.



6. Le PAM a trois projets en cours en Haïti: a) le projet 6153.00, "Santé et nutrition des femmes et enfants vulnérables"; b) le projet 4111.01, "Appui aux cantines scolaires dans les zones touchées par la pauvreté" (Port-au-Prince, Nord et Nord-Est d'Haïti); et c) le projet 6150, "Production vivrière familiale et infrastructure". Un projet d'aide à la lutte contre le VIH/SIDA n'a pas encore commencé faute de financement. Pour 2002, le PAM a estimé à 9 065 tonnes l'aide alimentaire qu'il va devoir apporter en Haïti.
7. Le bureau du PAM en Haïti a présenté à l'équipe, aux responsables gouvernementaux et à ses homologues des Nations Unies les résultats préliminaires d'une analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) effectuée par le PAM conjointement avec l'Office haïtien de coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et récemment achevée. Cette étude conclut qu'environ 6,1 millions de personnes (sur les 7,8 millions d'habitants que compte le pays) vivent dans l'insécurité alimentaire; 2,3 millions de personnes vivent dans une "extrême pauvreté" et 3,8 millions d'autres au-dessous du seuil de pauvreté. On estime qu'environ 22 pour cent des Haïtiens souffrent de malnutrition chronique, et 4,5 pour cent de malnutrition grave. Toutefois, la mission a pu constater que ces pourcentages pourraient être beaucoup plus élevés étant donné les conditions de détresse dans lesquelles vit la majorité de la population.
8. L'équipe a eu une entrevue avec le Ministre de l'agriculture durant laquelle les principales politiques agricoles et les obstacles auxquels elles se heurtent lui ont été exposés. Le Ministre a évoqué, entre autres, le manque de ressources pour améliorer la production alimentaire, les problèmes de désertification et de dégradation environnementale imputables en grande partie à la faim et à l'insécurité alimentaire, le manque d'infrastructures et de ressources pour développer l'agriculture irriguée et la nécessité d'entreprendre une réforme agraire et du secteur de pêche. La politique du gouvernement dans le secteur agricole a pour objectif de traiter, entre autres, ces problèmes tout en déployant des efforts pour accroître la production et la sécurité alimentaires en réduisant les importations et en dégagant des devises étrangères grâce aux exportations.

---

## VISITES ET OBSERVATIONS DE L'ÉQUIPE

9. À Port-au-Prince, l'équipe a visité l'École nationale d'application (une école primaire publique qui compte 1 010 élèves) et la Clinique communautaire de Martissant (clinique gérée par le gouvernement et une ONG locale), où se rendent environ 130 patients par jour. L'école, en particulier, fonctionne sans électricité ni eau courante, avec des installations sanitaires réduites au strict minimum (deux latrines). Les cuisines sont rudimentaires. L'équipe a été impressionnée par le dévouement et l'enthousiasme du corps enseignant de cet établissement, qui travaille beaucoup sans aucune ressource ou presque.

---

## VISITE DANS LE NORD ET LE NORD-EST DE HAÏTI

10. L'équipe a visité: une clinique gérée par le gouvernement et une ONG locale à Limonade; des écoles primaires gérées par le gouvernement et l'église catholique à Madeline, Nan Bannan et Milot; une école publique à Cap-Haïtien, un centre de santé public à Jacquesyl; et des projets agricoles (réparation de routes, petits travaux d'irrigation, arboriculture et production végétale) à Ferrier, Bail, Savanette et Leroux Cachiman.



11. En général, les écoles et les centres de santé dépendent pour une grande part de l'ingéniosité et du dur labeur des personnes et des groupes qui les gèrent. Un grand nombre d'employés locaux très dévoués, laïcs comme religieux, ont expliqué que "les temps sont vraiment très difficiles". L'équipe a appris que dans de nombreuses zones du Nord et du Nord-Est les taux de chômage/de sous-emploi s'élèvent à 50 pour cent, voire davantage. Le tourisme, importante source de revenus, a brutalement chuté.
12. Tout au long de sa visite, l'équipe a pu constater la détérioration de l'infrastructure. Les routes construites dans le cadre des activités vivres-contre-travail (et les routes en général) ne font même pas l'objet d'un entretien minimum. Au niveau des villages, cependant, il existe un enthousiasme considérable pour les projets à petite échelle d'amélioration de l'agriculture.
13. L'équipe a été informée que les importations de produits alimentaires augmentent chaque année et que les importations en général en Haïti ont été supérieures à 1 milliard de dollars E.-U. en 2000, alors que les exportations se sont élevées à environ 300 millions de dollars. Les produits alimentaires représentent un quart de l'ensemble des importations.
14. À son retour du Nord/Nord-Est du pays, l'équipe s'est entretenue avec le Ministre de la planification, qui a demandé au PAM de fournir à Haïti 450 000 tonnes de riz (135 millions de dollars) sur trois ans, qui seront monétisés par le gouvernement, le produit des ventes étant affecté à l'enseignement de base et à l'alimentation scolaire. Le Ministre a indiqué que la production de riz est en baisse dans la vallée de l'Artibonite, du fait des déficiences en matière d'irrigation et de drainage, ce qui contraint Haïti à importer commercialement environ 200 000 tonnes de riz.

---

## LE SPECTRE DU VIH/SIDA

15. Avec l'explosion des mouvements migratoires vers la capitale ces dernières années et les insuffisances des services de santé, l'épidémie de VIH/SIDA pourrait s'aggraver de façon extrêmement dangereuse et si l'on n'y prend garde, on risque de la sous-estimer. Selon l'ONUSIDA, l'incidence nationale moyenne est d'environ 4,5 pour cent mais peut atteindre jusqu'à 13 pour cent dans certaines régions. L'équipe s'est entretenue avec le Dr Monique Rakotomalala, Chef du Bureau de Haïti du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) qui, en l'absence de statistiques fiables, estime que la moyenne nationale de l'incidence du VIH/SIDA pourrait atteindre 12 pour cent (groupe d'âge de 15 à 49 ans). Quels que soient les chiffres réels, la conclusion est que Haïti est généralement considéré comme le pays de la région le plus gravement touché par le VIH.
16. L'équipe est convaincue qu'il convient de maximiser les niveaux d'aide alimentaire à Haïti. Et si Haïti (à l'exception de sa partie Nord-Est, actuellement touchée par la sécheresse) ne correspond pas au profil standard d'un pays en état d'urgence (catastrophe naturelle ou troubles civils), il n'en est pas moins plongé dans une crise humanitaire de grande ampleur, sans que l'on puisse en voir le bout.

---

## RECOMMANDATIONS DE L'ÉQUIPE

17. L'équipe recommande que:
  - a) le bureau du PAM en Haïti renforce les liens avec les ONG locales et les groupes religieux;



- b) le bureau du PAM en Haïti intensifie son action en faveur de l'autonomisation des femmes. L'étude ACV a permis de constater que près de 40 pour cent des femmes chefs de ménage n'ont juridiquement aucun accès à la terre;
  - c) le bureau du PAM en Haïti lance des activités alimentaires en faveur des populations touchées par le VIH. Le PAM voudra peut-être considérer les projets en faveur des séropositifs, en Haïti et ailleurs, comme des opérations d'urgence et non comme des activités de développement;
  - d) le siège du PAM à Rome accentue son action visant à augmenter le nombre des donateurs afin d'y inclure des pays ayant des liens historiques forts avec Haïti et accroître ainsi les contributions des donateurs dans le cadre d'un plan d'action clairement établi;
  - e) le PAM crée une association des Amis d'Haïti dans le cadre de laquelle les donateurs seraient sensibilisés à la grave situation d'insécurité qui sévit dans le pays;
  - f) le PAM accroisse ses efforts de coordination avec d'autres organismes des Nations Unies présents en Haïti, notamment l'OMS et l'UNESCO;
  - g) les Nations Unies mettent de plus en plus l'accent sur la prévention du VIH, y compris l'accès à des conseils et un dépistage volontaires, et l'accès aux soins pour les personnes infectées par le VIH/SIDA ou comptant des malades dans leur famille;
  - h) compte tenu de la gravité du problème de l'insécurité alimentaire en Haïti, le bureau de pays du PAM continue à faire preuve de souplesse et d'esprit d'ouverture dans son ciblage de l'aide alimentaire.
18. Il existe encore de vastes possibilités de coopération entre la FAO et le PAM, y compris l'intensification de l'action de la FAO en Haïti. L'équipe a été informée de la conclusion, entre les Gouvernements de Cuba et de Haïti, d'un accord sur un projet spécial de sécurité alimentaire, et elle attend avec beaucoup d'intérêt la mise en oeuvre rapide de ce projet.

## CONCLUSION

19. Tout au long de sa visite, l'équipe a été le témoin de nombreux exemples du courage, de la sagesse et de la valeur du peuple haïtien. Les proverbes créoles, en particulier, nous rappellent que ce peuple tire sa force de racines très anciennes. L'un d'entre eux dit: "*tout maladie gan remed*" ("tout mal a son remède"); un autre: "*chemin long bpa tue moun*" ("la route la plus longue ne tue personne").
20. Enfin, les membres susmentionnés du Conseil d'administration saisissent cette occasion pour remercier personnellement le Gouvernement d'Haïti (y compris Patrick Saint-Hilaire, Premier Secrétaire, Ambassade de la République d'Haïti, Rome); le Secrétariat du PAM à Rome; le Directeur régional adjoint du PAM pour l'Amérique latine, Mme Rosa Inés Antolín; le chargé d'information régional du PAM, Jordan Dey; le Directeur du PAM en Haïti, Mme Lucia Echecopar; et l'ensemble du personnel du bureau du PAM en Haïti, pour les efforts qu'ils ont tous inlassablement déployés afin que ce voyage soit le plus utile et le plus productif possible.

